



*Cas*  
*« Exploitation Forestiere »*

*Par JC Frezal d'après fao.org*  
*Antonia Engel & Benedikt Korf*



Une société d'exploitation forestière étrangère approche l'agence forestiers nationaux concession forestière de sept ans dont l'objet est la récolter 50 000 ha de forêt qui avait été traditionnellement occupées et utilisées par des communautés autochtones locales. Cette proposition a entraîné un conflit entre les communautés locales, le gouvernement et les intérêts commerciaux.

Conformément à la législation en vigueur dans le pays, toutes les terres boisées appartiennent à l'Etat, et l'agence nationale des forêts est légalement responsable de son administration et de gestion. Avant la colonisation, cependant, la plupart des zones forestières dans le pays ont eu lieu dans une certaine forme de tenure coutumière par des tribus indigènes.

Cette tenure coutumière n'a jamais été reconnue officiellement par l'Etat, que ce soit pendant ou après l'indépendance.

Les droits d'usage forestiers et l'autorité de gestion ont été, et continuent d'être, une question controversée.

La superficie de la concession proposée est dans une région reculée du pays qui est mal desservie et manque d'infrastructures. Le gouvernement ne dispose pas des fonds suffisants ou de personnel pour gérer la forêt dans cette région, qui a été utilisé de plus en plus par les migrants - réfugiés qui ont franchi illégalement la frontière d'un pays voisin.

Afin d'améliorer son contrôle de l'utilisation des forêts, le gouvernement a lancé un programme collaboratif de gestion forestière qui engage l'aide des communautés locales.

Les peuples autochtones ont de forts liens culturels de la forêt et sont dépendants des produits forestiers pour leur subsistance. Ils sont préoccupés par la combustion des migrants et de défrichement de la forêt, et ont offert de travailler comme gardes forestiers afin d'empêcher la forêt de se dégrader en libre accès. Ils ont également aidé un institut national de recherche(RI) et une ONG étrangère pour la protection de l'environnement pour effectuer un inventaire des plantes de la forêt et des animaux et à appliquer des mesures spéciales pour protéger les espèces menacées.

Le gouvernement est intéressé à augmenter ses revenus grâce aux redevances d'exploitation forestière, et la société forestière a accepté de construire une route principale à travers la région. La route serait d'accroître l'accès pour le développement futur et aider à patrouiller la frontière du pays et de contrôler l'afflux de réfugiés.

La compagnie forestière a insisté sur le fait que, pour des raisons de sécurité, son bail doit empêcher la population locale d'utiliser la zone forestière.

La société est également préoccupée par l'opposition des communautés à l'activité d'exploitation forestière. Le gouvernement a assuré la compagnie que, dans le passé, le programme de gestion des collaborations existant a été utile pour gagner l'aide des communautés. Il ne donne pas aux autorités locales le droit de prendre des décisions sur l'utilisation des terres forestières, ou de fournir un meilleur accès aux zones forestières.

Deux des trois communautés villageoises (villages A et B) se sont opposés à l'exploitation forestière, affirmant que cela limiterait l'accès au produits forestier nécessaire, nourriture et médicaments.



Le village A s'inquiète en outre que son fleuve, la seule source d'eau potable, devienne pollué par les activités amont d'exploitation forestière.

Les villages A et B ont été pris en charge par une ONG de développement travaillant sur les questions de santé dans la région. Cette ONG est également active au niveau national en préconisant une plus grande reconnaissance des droits forestiers pour les populations autochtones.

Les membres d'un troisième village (village C) sont favorables à l'exploitation forestière. Contrairement aux deux autres villages, la vente de produits du marché est une source essentielle de revenus du village C. Elle estime que l'afflux de bûcherons va réduire le besoin de voyager vers les marchés lointains. L'augmentation des ventes et des coûts réduits sont perçus comme un coup de fouet à l'économie villageoise.

Sur une période de six mois, le conflit a continué d'augmenter. Les membres des villages A et C se sont affrontés, des menaces de violence ont été formulées envers les forestiers. Une institution nationale de formation avec une expérience dans la gestion des conflits forestiers a été demandée d'intervenir pour aider à la médiation. En préparation pour les réunions entre les groupes, le médiateur a travaillé avec chaque groupe de développer une matrice montrant les droits forestiers des intervenants et les responsabilités de gestion. Le médiateur a également enregistré l'effet perçus sur chaque groupe de l'exploitation forestière proposée. Comme plusieurs de ces groupes ont estimé qu'ils pourraient être affectés négativement et positivement, ils ont choisi d'enregistrer des retours à la fois comme positif (gains) et négatifs (coûts).



<b>Stakeholder</b>	<b>Droits</b>	<b>Responsabilités</b>	<b>Retours</b>
National forest agency	Supervision Management	Gestion Administrer concession forestière Assurez annuellement la coupe Mettre en œuvre la stratégie de la biodiversité pour pour satisfaire les engagements internationaux	+ Royalties + Revenus forestière + Nouvelle route dans la zone - Protection de la biodiversité Affaibli en parc forestier national
National départment of international affairs	Aucun liens avec la foret (mais puissant au gouvernement )	La sécurité nationale contrôle de l'immigration	+ Amélioration de l'accès à la frontière
Exploitant forestier	7 ans de bail exclusif sur 50 000 ha	Construction de route	+ Ventes de bois et bénéfice.
Village A	utilisation coutumières des forêts non reconnu	rôle au jour le jour dans gestion quotidienne (gestion des incendies, la forêt d'entrée le contrôle par les migrants	- Plus d'accès aux produits nécessaire de la forêt
Village B	utilisation coutumières des forêts non reconnu	rôle au jour le jour dans gestion quotidienne (gestion des incendies, la forêt d'entrée le contrôle par les migrants	- Plus d'accès aux produits nécessaire de la forêt
Village C	utilisation coutumières des forêts non reconnu	Aucun	+ Augmentation des revenus
Migrants	Aucun	Aucun	- No further access to needed forest Products
Institut national de recherche	Autorisation de recherche	Informar le gouvernement de l'inventaire de la biodiversité Aider l'agence forestière à la gestion de la biodiversité	-Inventaire arrêté, laissant des lacunes dans la base de données nationale - Protection de la biodiversité affaiblie
ONG Conservation	Autorisation de recherche	Informar le gouvernement de l'inventaire de la biodiversité Aider l'agence forestière à la gestion de la biodiversité	-Inventaire arrêté, laissant des lacunes dans la base de données nationale - Protection de la biodiversité affaiblie
ONG Développement	Aucun liens avec la foret (mais chargée par le gouvernement de la santé locale)	Programme d'amélioration des moyens de subsistance locaux	- Pressions accrues sur les moyens de subsistance locaux

On vous demande d'analyser les relations entre parties prenantes

